

## RÉSUMÉ

1. L'économie de Macao, Chine est dominée par les services, qui représentent plus de 95% du PIB et environ 90% de l'emploi total. Pendant la période à l'examen (2013-2020), les jeux de hasard ont continué d'être la principale activité économique, bien que leur part dans le PIB ait diminué, tombant de 62,9% en 2012 à 50,5% en 2018. Les autorités se sont efforcées de diversifier l'économie pour moins dépendre des jeux de hasard, la forte dépendance à l'égard de ce secteur rendant l'économie vulnérable aux chocs extérieurs. Le premier Plan quinquennal de développement (2016-2020) définit la feuille de route pour la diversification de l'économie. Le Plan vise à ce que les exploitants d'établissements de jeux de hasard se diversifient, en menant d'autres activités liées au tourisme, et accroissent leurs recettes non générées par les jeux. Afin de promouvoir la diversification intersectorielle, de nombreux secteurs de services ont été encouragés, parmi lesquels les réunions, voyages de motivation, conventions et expositions, la médecine traditionnelle chinoise, les industries culturelles et créatives, le commerce de gros et de détail, les activités immobilières et services fournis aux entreprises et les activités du secteur financier.

2. Macao, Chine possède l'un des revenus par habitant les plus élevés au monde. Pendant la période considérée, le PIB par habitant est passé de 75 536 USD en 2012 à 79 977 USD en 2019. La croissance du PIB a été irrégulière pendant la période à l'examen: une croissance élevée en 2012 et 2013 a été suivie d'une forte contraction entre 2014 et 2016, en raison de l'affaiblissement de la demande dans les secteurs des jeux de hasard et du tourisme. Une reprise relativement forte de la croissance a été enregistrée en 2017 et 2018, fruit d'une forte reprise de la demande extérieure, mais l'économie s'est contractée à nouveau en 2019, avec une chute du PIB réel de 4,7%, du fait de la baisse des recettes des jeux de hasard et de la contraction de la formation brute de capital fixe. Le PIB de Macao, Chine a été fortement touché par la COVID-19: selon les estimations, le PIB réel aurait diminué de 48,7% au premier trimestre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Les secteurs des jeux de hasard et des MICE ont été particulièrement touchés par la pandémie de COVID-19.

3. L'épargne locale représente un peu plus de 50% du PIB, soit environ trois fois le ratio investissement/PIB. Cela se traduit par un excédent structurellement important du compte courant de la balance des paiements, qui s'est élevé à 17,7 milliards d'USD en 2019, soit 32,9% du PIB. Cette situation s'explique par un grand excédent de la balance des services, qui s'est élevé à 38,5 milliards d'USD en 2019, soit 71,4% du PIB, en raison principalement des recettes des services liés aux jeux de hasard et au tourisme, qui se sont établies au total à 39,7 milliards d'USD. Les exportations totales de services se sont élevées à 43,2 milliards d'USD en 2019, soit 96,0% des exportations totales de biens et services. Bien que Macao, Chine, n'ait pas de dette extérieure publique, sa dette extérieure brute a atteint 186% du PIB en 2018 en raison de la grande dette extérieure privée, rendant compte de l'afflux massif de capitaux étrangers privés, destinés principalement à l'industrie des jeux de hasard. Macao, Chine ne mène pas une politique monétaire autonome en raison de l'indexation de sa monnaie, la pataca de Macao (MOP), sur le dollar de Hong Kong. L'autorité monétaire de Macao, Chine vise à maintenir la stabilité monétaire et la libre convertibilité de la pataca de Macao; l'objectif principal de sa politique monétaire est d'appuyer la parité du taux de change.

4. D'importants excédents budgétaires ont été enregistrés tout au long de la période à l'examen et ont été déposés dans un fonds de réserve budgétaire, qui amortit les fluctuations élevées de la principale source de recettes, à savoir les impôts directs sur les jeux. Selon les estimations, l'excédent budgétaire pour 2019 équivalait à 11,5% du PIB. Un déficit du secteur public est attendu en 2020, en raison principalement des effets sur les recettes de la fermeture temporaire des casinos et de la forte baisse du nombre de visiteurs provoquée par la pandémie de COVID-19, ainsi que du coût des mesures budgétaires mises en place en février et avril 2020 pour compenser en partie les effets négatifs de la COVID-19 sur l'activité économique, dont le montant est estimé à 52,6 milliards de MOP, soit 12,6% du PIB (de 2019). Les mesures appliquées comprennent: des aides financières aux résidents; des allocations supplémentaires pour les dépenses de santé; des versements aux employés remplissant les conditions requises et aux professionnels indépendants, ainsi qu'aux entreprises admissibles à condition qu'elles ne licencient pas de personnel; des versements à certains fournisseurs de services; la gratuité des services publics pendant trois mois pour les résidents; l'octroi de prêts à taux zéro et de bonifications d'intérêts aux PME; et l'octroi d'exonérations/de déductions fiscales aux résidents et aux entreprises locales. Un certain nombre de mesures de protection sociale ont également été introduites.

5. L'économie de Macao, Chine est ouverte, la valeur des échanges (importations et exportations de biens et services) équivalant à 117,1% du PIB en 2019. Au cours de la période 2012-2019, les exportations de marchandises ont progressé à un rythme annuel moyen de 6,5% pour atteindre 1,59 milliard d'USD en 2019, tandis que les importations ont augmenté en moyenne de 3,2% par an et se sont élevées au total à 11,2 milliards d'USD. La majeure partie des exportations de marchandises sont en fait des réexportations (88,2% en 2019). Les machines et le matériel électronique sont les principaux produits exportés, représentant 23,3% des exportations totales de marchandises en 2019, suivis des instruments de précision (9,4%), des pierres gemmes et métaux (8,6%) et des matières textiles et vêtements (7,9%). Les importations de produits manufacturés représentent la plus grande part des importations de marchandises, en particulier celles de machines et de matériel électrique (14,1% du total en 2019), de produits chimiques (13,7%), de préparations alimentaires, de boissons et de tabacs (10,5%), et de pierres gemmes et de métaux (9,8%). Les principaux partenaires commerciaux de Macao, Chine en ce qui concerne les importations sont la Chine continentale (31,3% en 2019), l'Union européenne (27,3%), la Suisse (7,6%), le Japon (6,7%) et Hong Kong, Chine (6,2%). Les principales destinations des exportations de marchandises sont Hong Kong, Chine (60% du total) et la Chine continentale (8,4%).

6. Macao, Chine, qui est Membre originel de l'OMC, accorde au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux et considère la non-discrimination, la prévisibilité et la transparence comme des éléments importants d'un système commercial multilatéral stable. À cet égard, elle présente régulièrement des notifications actualisées concernant les modifications apportées à ses lois et politiques commerciales visées par les Accords de l'OMC et participe activement aux négociations, telles que celles sur les technologies de l'information. Macao, Chine a ratifié le Protocole relatif à l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) le 11 avril 2016 et, en août 2017, elle a ratifié le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC, qu'elle avait accepté en juin 2009. Lors de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, Macao, Chine a souscrit à la Déclaration ministérielle conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement et a participé au dialogue informel tenu à ce sujet. Macao, Chine n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et n'a pas non plus le statut d'observateur en ce qui concerne cet accord. Macao, Chine n'a été impliquée dans aucune procédure de règlement des différends de l'OMC, que ce soit en qualité de plaignant, de défendeur ou de tierce partie. En septembre 2020, Macao, Chine a notifié à l'OMC qu'elle accèderait à l'arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire conformément à l'article 25 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

7. Depuis le dernier examen en 2013, Macao, Chine actualise et met en œuvre continuellement l'Accord de rapprochement économique (CEPA) avec la Chine continentale. En outre, elle a conclu un accord de libre-échange avec Hong Kong, Chine. Cinq nouveaux accords ont été signés dans le cadre du CEPA, dont deux sur les services (Accord de Guangdong et son accord d'élargissement) et un sur l'investissement, la coopération économique et technique et le commerce des marchandises, respectivement. L'Accord sur le commerce des marchandises, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, établit des règles d'origine pour plus de 8 000 lignes tarifaires, contre seulement 1 260 auparavant, et prévoit des mesures visant à faciliter le commerce dans la région. L'Accord de Guangdong et son accord d'élargissement ont entraîné l'ouverture de 153 sous-secteurs des services en Chine aux fournisseurs de services de Macao, Chine. Le CEPA entre Hong Kong, Chine et Macao, Chine, signé le 27 octobre 2017, vise le commerce des marchandises, le commerce des services, l'investissement, la propriété intellectuelle et la coopération économique et technique. La libéralisation du commerce des marchandises et des services a été mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2018; à cette fin, les parties sont convenues de consolider les régimes existants de droits nuls, de ne pas appliquer de mesures antidumping ou compensatoires à l'égard des importations de marchandises originaires de l'autre partie, d'accorder le traitement national aux services et fournisseurs de services de l'autre partie et de prendre des engagements spécifiques concernant un certain nombre de sous-secteurs des services.

8. Il n'y a pas de législation spécifique sur l'investissement étranger à Macao, Chine, la législation locale ne faisant pas de distinction entre investissement intérieur et étranger. Les entreprises locales et étrangères sont assujetties aux mêmes lois en matière de commerce et de faillite, ainsi qu'aux mêmes règles en matière d'enregistrement. Les sociétés et les particuliers étrangers peuvent créer des entreprises, des succursales ou des bureaux de représentation. Les flux de capitaux et les opérations en devises ne sont soumis à aucune restriction, de même que la participation étrangère au capital d'entreprises existantes ou nouvellement créées, à condition que l'investisseur respecte les directives pour lutter contre le blanchiment d'argent et combattre le financement du terrorisme

publiées par l'Autorité monétaire de Macao. Les investisseurs étrangers peuvent librement acquérir des biens immobiliers et des terrains à Macao, Chine. Des prescriptions en matière de licences s'appliquent aux investissements intérieurs et étrangers dans les secteurs de la finance, de l'assurance et de la banque. Pour investir dans le secteur des jeux de hasard et les services publics (électricité, eau et gaz), il faut obtenir une concession du gouvernement. Les services de télévision terrestre sont aussi soumis à des contrats de concession, tandis que les services de télévision par satellite nécessitent l'obtention d'une licence.

9. Depuis le dernier examen, Macao, Chine a adopté des mesures pour simplifier davantage les procédures douanières et faciliter les échanges, dont les suivantes: la ratification de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE); le renforcement d'un système de dédouanement informatisé; et la simplification des procédures douanières pour les marchandises au titre de l'Accord entre Macao, Chine et la Chine continentale. Depuis l'entrée en vigueur de l'AFE le 22 février 2017, Macao, Chine a mis en œuvre les dispositions de la section I de l'Accord relevant de la catégorie A, à l'exception du paragraphe 4 de l'article 10 (guichet unique), qui a été désigné comme relevant de la catégorie B, avec une date indicative de mise en œuvre fixée au 31 décembre 2019. Macao, Chine n'applique pas de règles d'origine préférentielles ou non préférentielles aux importations, mais elle applique des règles d'origine préférentielles aux exportations à destination de la Chine dans le cadre du CEPA. Pour les réexportations, l'origine initiale conférée aux marchandises est maintenue.

10. Tous les droits appliqués sont maintenus à un taux nul. Le tarif douanier comprend 6 641 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres en 2020. Macao, Chine continue de communiquer régulièrement ses données tarifaires et statistiques d'importation à la Base de données intégrée de l'OMC. Pendant la période à l'examen, Macao, Chine a rectifié et modifié sa liste de concessions tarifaires dans le cadre de l'OMC pour tenir compte des engagements pris au titre de l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information, en vigueur depuis le 6 novembre 2014. Macao, Chine n'a consolidé que 30,5% de ses lignes tarifaires, toutes à un taux nul. Toutes les lignes tarifaires concernant les produits agricoles sont consolidées, mais seulement 19,2% des lignes tarifaires concernant les produits non agricoles le sont, la portée des consolidations variant selon le groupe de produits. L'absence de consolidation pour près de 70% de l'ensemble des lignes tarifaires contraste avec la pratique de Macao, Chine qui consiste à appliquer des taux nuls pour toutes les lignes tarifaires, et elle est susceptible de créer de l'incertitude chez les négociants. La prévisibilité de son régime commercial serait considérablement améliorée par l'augmentation du nombre de lignes consolidées.

11. Des droits d'accise visent certains produits: les produits du tabac et les boissons alcooliques au-delà d'une certaine teneur en alcool, importés ou produits sur le territoire, sont assujettis à l'impôt sur la consommation, tandis que les véhicules sont assujettis à la taxe sur les véhicules; ces deux taxes sont perçues sur la valeur c.a.f. des importations, indépendamment de leur origine. Les taxes sur le tabac et les automobiles ont augmenté depuis le dernier examen. Des prescriptions en matière de licences d'importation s'appliquent à plusieurs catégories de marchandises, principalement pour des raisons de santé publique, de sûreté, de sécurité publique, de protection de l'environnement, de respect des DPI et de perception de l'impôt sur la consommation. Les produits concernés sont les suivants: animaux vivants; végétaux visés par la CITES; certains produits alimentaires; produits pharmaceutiques; stupéfiants et substances psychotropes; certains produits chimiques; marchandises soumises à des droits d'accise; équipements et matériels destinés à la production de disques compacts; équipements de radiocommunication; et armes et munitions. Les licences d'importation sont délivrées dans un délai de trois jours ouvrables si les critères énoncés dans la loi sont respectés; elles sont valables pendant 30 jours et ne sont pas cessibles. Macao, Chine n'a pas de législation en matière de mesures correctives commerciales et n'applique pas de mesure de ce type.

12. Macao, Chine n'accorde pas de subventions à l'exportation. Elle ne dispose pas de zones industrielles d'exportation ni d'autres zones économiques spéciales ou zones de libre-échange. Les exportateurs peuvent bénéficier des activités de promotion et des autres services fournis par l'Institut pour la promotion du commerce et de l'investissement de Macao, parmi lesquels des renseignements commerciaux, économiques et statistiques, une aide pour participer à des foires commerciales et la facilitation des contacts entre entreprises. Macao, Chine ne dispose pas de programme de financement des exportations à des conditions préférentielles ou de programme d'assurance ou de garantie des exportations.

13. Le régime fiscal repose essentiellement sur les impôts directs, en particulier ceux qui sont prélevés sur les jeux de hasard. En 2020, pour aider à faire face aux conséquences néfastes de la pandémie de COVID-19, une loi a été adoptée pour accorder des exonérations ou des déductions temporaires concernant plusieurs impôts directs et indirects. Macao, Chine propose plusieurs programmes d'incitation dans les divers secteurs d'activité économique afin d'inciter les entreprises à s'établir et à opérer sur le territoire. Ceux-ci prennent la forme d'incitations fiscales, de soutien financier ou d'autres formes d'assistance. Il existe également des incitations visant à promouvoir le développement de certains secteurs, tels que la pêche locale, le tourisme et le secteur MICE. Des incitations fiscales sont accordées pour les projets jugés favorables au développement et s'appliquent de la même manière aux entreprises étrangères et locales. Le type le plus courant d'incitation reste les exonérations et les réductions de l'impôt sur les bénéfices.

14. Il existe aussi un certain nombre d'incitations non fiscales, principalement sous la forme d'un soutien financier ciblé pour les projets d'investissement, les PME et les jeunes entrepreneurs. Les entreprises qui investissent à Macao, Chine peuvent bénéficier du Programme de bonification d'intérêt pour les prêts de financement des entreprises, qui accorde une bonification d'intérêt de 4 points de pourcentage par an pendant une durée maximale de quatre ans aux entreprises qui investissent à Macao, Chine. Les PME peuvent bénéficier d'une aide financière sans intérêt et de garanties de crédit pour les prêts. En outre, en mars 2020, le Programme de bonification d'intérêt pour les prêts bancaires aux PME a été introduit, assorti d'une durée de mise en œuvre de six mois, pour aider les PME confrontées à des difficultés en raison de la pandémie de COVID-19. Macao, Chine accorde également des subventions aux entreprises pour favoriser la création d'emplois chez des groupes sociaux ciblés, parmi lesquels les personnes sans emploi, les jeunes à la recherche d'un premier emploi et les personnes handicapées.

15. Il n'existe pas de régime intégré de normalisation, d'accréditation ou de certification, ni d'organisme officiel de normalisation. Macao, Chine n'établit pas ses propres normes, mais adopte les normes et prescriptions techniques internationales en vigueur. Il n'existe pas de procédures spécifiques pour élaborer des règlements techniques. Toutefois, lorsqu'un produit est soumis à une obligation de licence, la norme correspondante devient obligatoire et, par conséquent, elle devient un règlement technique. Au cours de la période considérée, Macao, Chine a présenté 12 notifications à l'OMC au titre de l'Accord OTC. Macao, Chine tient une liste des produits qui sont soumis à l'inspection SPS, laquelle est révisée périodiquement. Le tableau concernant les mesures SPS a été modifié en dernier lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les produits soumis à l'inspection comprennent la plupart des plantes, des fleurs, des fruits et légumes, des animaux, des poissons, des produits d'origine animale, des glaces et des cannes à sucre. Pour pouvoir importer ces produits, il faut une licence d'importation ainsi qu'un certificat sanitaire valide. Depuis 2013, Macao, Chine a publié 11 normes relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, qui ont été notifiées à l'OMC en tant que mesures SPS. Elle compte deux mesures SPS en vigueur, qui ont pour effet d'interdire les importations.

16. Macao, Chine n'a pas de législation générale sur la concurrence, ni d'organisme spécifique chargé de faire respecter les règles en la matière. Les dispositions visant à encourager la concurrence, à décourager les pratiques commerciales déloyales et à protéger les intérêts des consommateurs sont dispersées dans le Code de commerce et les réglementations sectorielles. Bien qu'il n'y ait pas, de manière générale, de contrôle des prix ou de prix administrés, les tarifs des services publics, comme l'électricité, l'eau, les services téléphoniques, les services postaux et les tarifs des taxis, sont réglementés ou contrôlés par les organismes de réglementation compétents.

17. Le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC s'agissant des licences obligatoires relevant du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha est entré en vigueur à Macao, Chine le 6 septembre 2017. Macao, Chine n'est pas partie contractante à la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Macao, Chine est invitée à devenir partie aux traités internationaux administrés par l'OMPI grâce à des arrangements conclus entre la Chine et l'OMPI. Depuis le dernier examen, la Chine a notifié à l'OMPI que l'application de deux traités internationaux avait été étendue à Macao, Chine, à savoir le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.

18. L'agriculture et la pêche représentent moins de 1% du PIB. Macao, Chine est un importateur net de produits agricoles et de produits de la pêche, et son déficit commercial concernant ces produits est passé à 1,82 milliard d'USD en 2019 (contre 1,32 milliard d'USD en 2013), ses importations s'élevant à 1,92 milliard d'USD, soit 15,4% des importations totales de marchandises,

et ses exportations à 101 millions d'USD, soit 6,2% des exportations totales de marchandises. Les principaux fournisseurs de produits agricoles et de produits de la pêche importés étaient la Chine continentale et l'UE-28, qui représentaient environ 29,6% et 25,1% du total, respectivement, en 2019. Tous les droits appliqués aux produits de l'agriculture et de la pêche sont maintenus à un taux nul. Le secteur de la pêche bénéficie du Fonds de développement et de soutien pour la pêche, qui octroie aux pêcheurs des prêts à taux zéro pour l'entretien et la réparation des navires, l'achat de carburant, les activités de recherche et de formation, et en cas de catastrophes naturelles ou d'épidémies.

19. Dans le cadre de sa politique énergétique, le gouvernement met l'accent sur la protection de l'environnement, les économies d'énergie et l'utilisation appropriée d'énergies alternatives propres et sûres. Tous les prix liés à l'énergie doivent être approuvés par le gouvernement. Une "libéralisation partielle" du marché de l'électricité a été entreprise ces dernières années, afin d'y introduire de la concurrence et d'assurer la stabilité de l'approvisionnement. La production et l'importation ont été libéralisées, mais Macao, Chine continue de dépendre essentiellement de la China Southern Power Grid; la production locale joue un rôle complémentaire, le gaz naturel étant le principal combustible. Il n'y a toujours qu'un seul opérateur pour le transport et la distribution en aval d'électricité, dans le cadre d'un contrat de concession d'une durée de 15 ans passé avec le gouvernement, valable jusqu'au 31 décembre 2025 et soumis à réexamen tous les 5 ans.

20. Le secteur manufacturier est modeste et représente moins de 1% du PIB. Les produits alimentaires et les boissons restent le principal sous-secteur, représentant près de la moitié de l'ensemble de la production manufacturière. Les autres sous-secteurs comprennent ceux de l'édition et de l'imprimerie, et de la production de ciment et de béton. La quasi-totalité des entreprises dans le secteur manufacturier sont des PME. Macao, Chine est un importateur net de produits manufacturés; son déficit commercial s'est élevé à 7,1 milliards d'USD en 2019. L'UE-28 et la Chine continentale étaient les principaux fournisseurs. Parmi les principaux produits importés figuraient les biens de consommation et les machines et le matériel de transport. Les droits appliqués aux marchandises importées dans le secteur manufacturier sont nuls; toutefois, seulement 19,2% des lignes tarifaires visant des produits non agricoles sont consolidées à l'OMC.

21. Les banques et autres établissements de crédit doivent être titulaires d'une licence pour exercer à Macao, Chine; aucun examen des besoins économiques n'est effectué. En décembre 2019, Macao, Chine comptait 30 banques, principalement à capitaux étrangers, une société financière et un établissement de crédit non bancaire. Les trois plus grandes banques détiennent près des deux tiers des actifs bancaires totaux, qui représentaient plus de 400% du PIB en 2019. Le secteur bancaire est bien capitalisé, avec un ratio de fonds propres bien supérieur au niveau exigé de 8%; le ratio des prêts improductifs par rapport au total des prêts bruts est resté faible pendant la période à l'examen et s'établissait à 0,2% au deuxième trimestre 2019. Au cours de la période considérée, de nouvelles dispositions ont été incorporées dans le cadre législatif et réglementaire régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme. Un certain nombre de règlements visant à renforcer la supervision du système financier, par exemple concernant l'adéquation des fonds propres, ont également été introduits. Les compagnies d'assurance peuvent être titulaires d'une licence, soit en tant que compagnie constituée en société localement, soit en tant que succursale ayant son siège à l'étranger, soit en tant que bureau de représentation. Les compagnies d'assurance constituées en société localement et les succursales de compagnies d'assurance étrangères peuvent exercer des activités d'assurance à Macao, Chine sur la base du traitement national. Aucune personne, physique ou morale, ne peut acquérir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans une compagnie d'assurance ayant son siège social à Macao, Chine, ni augmenter sa participation dans une proportion égale ou supérieure à 5% du capital ou des droits de vote, sans autorisation préalable.

22. Depuis 2012, année au cours de laquelle les services de télécommunication sur ligne fixe ont été libéralisés, il n'y a plus de services de télécommunication exclusifs à Macao, Chine et le marché est actuellement entièrement libéralisé. Les entreprises peuvent demander des licences pour l'installation et la fourniture de réseaux et de services publics de télécommunication conformément à la réglementation et aux régimes de licences applicables; toutefois, l'octroi d'une licence peut être subordonnée aux besoins de l'économie. L'obtention d'une licence est généralement assujettie à un appel d'offres public; la licence est cessible, sous réserve d'approbation préalable de l'organisme de réglementation. Un opérateur titulaire d'une licence doit être une société enregistrée à Macao, Chine. Les licences sont accordées selon une approche fondée sur une liste positive, énumérant les services pouvant être fournis par le titulaire de la licence. Pendant la période à l'examen, le taux de

pénétration des télécommunications mobiles a atteint 411,0% en 2019, contre 277,2% en 2012, et, à la fin de 2019, 86,5% de la population avait accès à Internet. Deux opérateurs sont actuellement titulaires d'une licence pour la construction et l'exploitation de réseaux publics fixes de télécommunication et cinq opérateurs, dont un opérateur de réseau virtuel mobile, sont titulaires de licences permettant de fournir des services de télécommunication mobile.

23. Macao, Chine applique une politique de "ciel ouvert" dans le secteur des services de transport aérien. Par conséquent, il n'y a pas de restrictions sur, entre autres, la désignation, la capacité et la propriété. Macao, Chine a actuellement 50 accords sur les services aériens. S'agissant du transport terrestre, conformément à la Politique générale des transports terrestres de Macao (2010-2020), le développement d'un système de transports publics en commun fait partie des priorités. À cet égard, la ligne Taipa du métro léger de Macao (MLRT) est entrée en fonction en décembre 2019 et le gouvernement a lancé des projets d'extension.

24. Macao, Chine est un exportateur net de services liés aux voyages. Après une brève stagnation en 2015 et 2016, les arrivées ont commencé à augmenter et, en 2019, Macao, Chine a accueilli le nombre total de visiteurs le plus élevé jamais enregistré, estimé à 39,4 millions. Les touristes en provenance de la Chine continentale, de Hong Kong, Chine et du Taipei chinois ont représenté plus de 90% du marché total. Le secteur du tourisme de Macao, Chine a été durement touché par l'épidémie mondiale de COVID-19 au début de 2020, enregistrant une forte baisse des arrivées de visiteurs et des dépenses des touristes. En réponse à la pandémie de COVID-19, les autorités ont mis en place un certain nombre de mesures pour aider le secteur du tourisme, parmi lesquelles une exonération de six mois, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020, de la taxe sur le tourisme pour les établissements fournissant des services, tels que les hôtels, les boîtes de nuit, les bars et d'autres lieux, l'exonération des droits et l'allègement de l'impôt sur les bénéficiaires.

25. Le secteur des jeux de hasard demeure le principal moteur de l'industrie touristique et de l'économie dans son ensemble. Bien qu'inférieures à leur niveau record de 2013 (87% du PIB), les recettes brutes du secteur des jeux de hasard restent très élevées: elles représentaient 65% du PIB en 2019. Le secteur des jeux de hasard est réglementé par la Loi sur le secteur des jeux de hasard et d'autres lois et règlements. Au cours de la période à l'examen, Macao, Chine a apporté des modifications au cadre réglementaire des services de jeux, en mettant fin aux courses de lévriers en 2018. Les activités de jeu toujours disponibles sont les jeux de hasard dans les casinos, les courses de chevaux et les loteries. S'agissant des casinos, des licences ont été accordées à 3 concessionnaires et 3 sous-concessionnaires, qui sont chacun habilités à exercer des activités terrestres liées aux jeux de hasard en tant que personne morale indépendante; ces derniers exploitaient au total 41 casinos en 2018. Une concession a également été accordée pour les courses de chevaux et deux pour les loteries. La Loi sur le secteur des jeux de hasard dispose que le gouvernement traite tous les concessionnaires et sous-concessionnaires du secteur de manière non discriminatoire et veille à ce qu'ils se conforment à la réglementation relative à la concurrence; les ententes sont interdites. L'abus de position dominante sur le marché ou le fait de détenir une part de marché conséquente du secteur des jeux de hasard, qui est susceptible d'empêcher, de restreindre ou de fausser la concurrence entre les concessionnaires sont également interdits. Les exploitants de casinos doivent acquitter une taxe sur les jeux de hasard correspondant à 35% de leurs recettes brutes, une contribution annuelle additionnelle de 1,6% en faveur de la Fondation de Macao (qui soutient les activités culturelles et philanthropiques) et une contribution annuelle ne dépassant pas 3% des recettes brutes en faveur du développement urbain, de la promotion du tourisme et de la sécurité sociale. Les recettes tirées des jeux de hasard (impôts directs et prestations) représentaient 84,4% des recettes publiques totales en 2019.

26. Au cours de la période considérée, le gouvernement a continué de promouvoir les activités de réunions, de voyages de motivation, de conventions et d'expositions (MICE), qui ont suivi une tendance ascendante jusqu'à début 2020. Le nombre de manifestations a augmenté de 50% entre 2012 et 2019, en raison principalement de l'augmentation du nombre de réunions et de conférences; le nombre de participants et les recettes ont également augmenté. Malgré cette tendance positive, le secteur a été touché par l'épidémie de COVID-19 en 2020, le nombre de manifestations et de participants ayant fortement baissé. Pour aider au développement des activités de MICE, le gouvernement a lancé une série de mesures d'incitation, y compris des incitations financières, pour soutenir les activités et encourager les entreprises locales à participer à des foires commerciales afin de promouvoir leurs produits. Le montant de l'aide financière varie selon le programme. En outre, le secteur peut bénéficier des mesures générales introduites par le gouvernement pour soutenir l'activité économique pendant la pandémie de COVID-19.

27. Les industries créatives et culturelles font partie de la stratégie du gouvernement visant à favoriser la diversification de l'économie. Au cours de la période à l'examen, les activités ont progressé régulièrement, bien que la contribution du secteur dans le PIB reste faible. Plusieurs programmes de soutien visent à promouvoir les industries culturelles et créatives, parmi lesquels la Série de programmes de subventionnement des industries culturelles et créatives de Macao, en faveur des activités culturelles et artistiques telles que la conception et le tournage de films. Depuis 2013, le Bureau des affaires culturelles met en œuvre des programmes de subvention en faveur de la création de mode, de la production de longs métrages, de la production d'albums de chansons originaux et de la production de courts métrages d'animation originaux. Le Fonds des industries culturelles fournit une aide financière aux projets liés aux industries culturelles, sous la forme de subventions et de prêts à taux zéro; les entreprises commerciales légalement constituées et enregistrées à Macao, Chine peuvent en bénéficier. Face aux conséquences économiques de la COVID-19, le Fonds a adopté une prolongation d'un an de la période de remboursement (de 2020 à 2021) des prêts à taux zéro accordés à 75 projets d'entreprises culturelles et créatives ayant été financés.

28. Macao, Chine continue de soutenir le secteur de la médecine traditionnelle chinoise, qui est l'un des domaines prioritaires aux fins de la diversification économique conformément aux lignes directrices du Plan quinquennal de développement (2016-2020). En 2015, le Centre de médecine traditionnelle a été établi et vise à favoriser le développement des professionnels de la médecine chinoise, à renforcer leurs qualifications au moyen de la formation et à accroître l'investissement de ressources aux fins du développement du secteur. Le Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises (Parc GMTCM), inauguré en 2011, vise à promouvoir le développement intégré de la recherche par l'industrie et les milieux universitaires, et l'application de technologies et de produits dans le domaine de la médecine traditionnelle chinoise, et aide les entreprises disposant de produits et de technologies issus de la médecine traditionnelle chinoise à pénétrer les marchés des pays lusophones, de l'Union européenne et d'autres économies, favorisant ainsi l'internationalisation de la médecine traditionnelle chinoise.